

**Follow-up Responses to the
House of Commons Standing Committee on
Government Operations and Estimates (OGGO)
ArriveCAN Application
November 17, 2022**

**Réponses de suivi au Comité permanent des
opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires
de la Chambre des Communes (OGGO)
Application ArriveCAN
Le 17 novembre 2022**

1. Frequency that TBS grants authority for intellectual property – [MP Gord Johns \(NDP\)](#) (Page 12 and 13) OCG // Fréquence à laquelle le SCT accorde des pouvoirs en matière de propriété intellectuelle - [député Gord Johns \(NPD\)](#) (Page 12 et 13) BCG

Government Response / Réponse du gouvernement

English response:

The [Policy on Title to Intellectual Property Arising Under Crown Procurement Contracts](#) is owned and administered by Innovation, Science, and Economic Development (ISED). The objective of this Policy is to enhance Canada's economic growth by increasing commercialization of Intellectual Property. To this end, the contractor is to own the rights to Foreground Intellectual Property created as a result of a Crown Procurement Contract. This default position is subject to exceptions and exemption found in Appendix A, which can include an exemption provided by Treasury Board. The proactive disclosure of contracts dataset at open.canada.ca includes a data element that identifies whether the contract would result in the Crown or the contractor having ownership of the intellectual property rights generated in the contract.

Réponse en français:

La [Politique sur le titre de propriété intellectuelle découlant des marchés d'acquisition de l'État](#) est détenue et administrée par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE). L'objectif de cette politique est de stimuler la croissance économique du Canada en augmentant la commercialisation de la propriété intellectuelle. À cette fin, l'entrepreneur doit détenir les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux créée à la suite d'un marché d'acquisition de l'État. Cette position par défaut est assujettie aux exceptions et exemptions énoncées à l'annexe A, qui peuvent inclure une exemption prévue par le Conseil du Trésor. La divulgation proactive des marchés qui se trouve sur le site ouvert.canada.ca comprend un élément de données qui indique si le marché ferait en sorte que l'État ou l'entrepreneur détiennent les droits de propriété intellectuelle générés dans le marché.

2. Strategic Policy Review – MP Gord Johns (NDP) (Page 13) EMS/OCIO // Examen des politiques stratégiques - député Gord Johns (NPD) (Page 13) CGD/BDPI

Government Response / Réponse du gouvernement

English response:

In Budget 2022, the Government announced the launch of a comprehensive Strategy Policy Review to assess program effectiveness and identify opportunities to save and reallocate resources without impacting services to Canadians. Budget 2022 targeted savings of \$6 billion over five years, starting in 2024-25, and \$3 billion annually by 2026-27.

Treasury Board Secretariat will continue to lead this review to support the Government in managing public finances in a prudent and responsible manner. The scope and nature of the review is still being developed and an update will be provided in Budget 2023.

The objective of the [Policy on Title to Intellectual Property Arising Under Crown Procurement Contracts](#) is to enhance Canada's economic growth by increasing commercialization of Intellectual Property (IP). To this end, when the contractor generates IP under a Crown procurement contract, they have an opportunity to own and commercialize the foreground IP (IP first conceived, developed or produced as part of the work under the contract). Public Service and Procurement Canada's (PSPC's) [Standard Acquisition Clauses and Conditions Manual](#) provides clauses to request a [License to Material Subject to Copyright](#), which can use the clauses in contracts if the department or agency wants the copyright in the work to belong to the contractor but wishes to obtain a license to exercise all rights comprised in the copyright.

As set out in the [Guide for Using Open Source Software](#), departments are encouraged to actively and fairly consider open source software. The [Guide for Publishing Open Source Code](#) also provides guidance on how departments can publish software that they have produced or procured.

Réponse en français:

Dans le budget de 2022, le gouvernement a annoncé le lancement d'un examen complet des politiques stratégiques pour évaluer l'efficacité des programmes et déterminer les possibilités d'économiser et de réaffecter les ressources, sans que les services aux Canadiens soient touchés. Le budget de 2022 visait des économies de 6 milliards de dollars sur cinq ans, à compter de 2024-2025, et de 3 milliards de dollars par année d'ici 2026-2027.

Le Secrétariat du Conseil du Trésor continuera de diriger cet examen pour aider le gouvernement à gérer les finances publiques de façon prudente et responsable. La portée et la nature de l'examen sont toujours en voie d'élaboration et le budget de 2023 fera le point à ce sujet.

L'objectif de la [Politique sur le titre de propriété intellectuelle découlant des marchés d'acquisition de l'État](#) est de favoriser la croissance économique du Canada en augmentant la commercialisation de la propriété intellectuelle (PI). À cette fin, lorsque l'entrepreneur génère de la PI dans le cadre d'un marché d'acquisition de l'État, il a la possibilité de détenir et de

commercialiser la PI de base (PI conçue, développée ou produite pour la première fois dans le cadre des travaux prévus au contrat). Le [Manuel des clauses et conditions uniformisées d'achat](#) de Service public et Approvisionnement Canada (SPAC) contient des clauses permettant de demander [une Licence concernant le matériel protégé par des droits d'auteur](#). Le ministère ou l'organisme peut utiliser ces clauses dans les contrats s'il veut que le droit d'auteur sur l'œuvre appartienne à l'entrepreneur, mais qu'il souhaite obtenir une licence pour exercer tous les droits compris dans le droit d'auteur.

Comme l'indique le [Guide pour l'utilisation de logiciels libres](#), les ministères sont encouragés à considérer activement et équitablement les logiciels libres. Le [Guide pour la publication du code source libre](#) donne également des indications sur la manière dont les ministères peuvent publier les logiciels qu'ils ont produits ou achetés.

3. Explanation of national security exemption – [MP Stephanie Kusie \(CPC\)](#) (Page 18) OCG
// Explication de l'exemption de sécurité nationale - [Députée Stephanie Kusie \(PCC\)](#)
(Page 18) BCG

Government Response / Réponse du gouvernement

English response:

The national security exemption provided for in all of Canada's trade agreements allows Canada to exclude a procurement from some or all of the obligations of the relevant trade agreement(s), where Canada considers it necessary to do so in order to protect its national security interests specified in the text of the national security exemption. The purpose of the national security exemption is to ensure that parties to the agreements are not required in any way to compromise their national security interests through application of the obligations of the trade agreements. Procurements for which a national security exemption is invoked and applied remain subject to other relevant regulations and governmental and departmental policies.

Réponse en français:

L'exemption de sécurité nationale prévue dans tous les accords commerciaux du Canada permet au Canada d'exclure un marché d'acquisition de certaines ou de toutes les obligations des accords commerciaux pertinents, lorsque le Canada le juge nécessaire pour protéger ses intérêts en matière de sécurité nationale précisés dans le texte de l'exemption de sécurité nationale. L'objectif de l'exemption de sécurité nationale est de veiller à ce que les parties aux accords ne soient en aucun cas tenues de compromettre leurs intérêts en matière de sécurité nationale par l'application des obligations des accords commerciaux. Les marchés d'acquisition pour lesquels une exemption de sécurité nationale est invoquée et appliquée restent soumis aux autres règlements pertinents, ainsi qu'aux politiques gouvernementales et ministérielles.

4. Was TBS/Chief Information Officer of Canada made aware of the implication of National Security Exemptions in the creation of ArriveCAN? –[MP Stephanie Kusie \(CPC\)](#) (Page 18 and 19) OCIO // Le SCT/la dirigeante principal de l'information du Canada a-t-elle été mis au courant de l'implication des exemptions de sécurité nationale dans la création d'ArriveCAN ? - [Députée Stephanie Kusie \(PCC\)](#) (Page 18 et 19) BDPI

Government Response / Réponse du gouvernement

English response:

As confirmed with Marc Brouillard, who was the TBS/Interim Chief Information Officer of Canada at the time, he was in close contact with the Canada Border Services Agency during the development of updates to the ArriveCan app to help stop the transmission of COVID-19 in Canada. However, he was not made aware of the use of National Security Exemptions.

Réponse en français:

Comme l'a confirmé Marc Brouillard, qui était le SCT/Chef intérimaire de l'information du Canada à ce moment-là, il était en contact direct avec l'Agence des services frontaliers du Canada pendant le développement des mises à jour de l'application ArriveCan pour aider à arrêter la transmission du COVID-19 au Canada, Cependant, il n'a pas été mis au courant de l'utilisation des exemptions de sécurité nationale.